



CHAPITRE 116

Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Gaspé

[Sanctionnée le 11 juillet 1963]

Préambule.

ATTENDU que la corporation connue sous le nom de "Hôtel-Dieu de Gaspé" a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée par la loi 17 George V, chapitre 115;

Qu'elle possède et administre actuellement un hôpital connu sous le nom de Hôtel-Dieu de Gaspé;

Que les malades en général et les cas d'obstétrique sont reçus et traités dans cet hôpital;

Que les pouvoirs de cette corporation sont insuffisants pour permettre à cet hôpital de se développer;

Qu'il convient qu'une nouvelle corporation dotée de pouvoirs appropriés soit constituée pour exploiter cet hôpital;

Que la corporation connue sous le nom de "Hôtel-Dieu de Gaspé" a donné son consentement à la présentation de la pétition, aux termes d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil, tenue le 2 décembre 1960;

Que son Excellence Monseigneur Paul Bernier, archevêque-évêque de Gaspé, a donné son consentement à la présentation de la pétition;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à ses fins et qu'il convient d'accéder à ces demandes;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

CHAPTER 116

An Act to incorporate l'Hôtel-Dieu de Gaspé

[Assented to 11th July 1963]

WHEREAS the corporation known as "Hôtel-Dieu de Gaspé" has, by its ^{Pre-ambule.} petition, represented:

That it was incorporated by the act 17 George V, chapter 115;

That it presently owns and manages a hospital known as Hôtel-Dieu de Gaspé;

That the sick in general and obstetrical cases are admitted to and treated in such hospital;

That the powers of such corporation are inadequate for the development of such hospital;

That it is expedient that a new corporation with suitable powers be incorporated to operate the said hospital;

That the corporation known as Hôtel-Dieu de Gaspé has consented to the presentation of the petition, by a resolution passed at a meeting of its council held on the 2nd of December 1960;

That His Excellency Monsignor Paul Bernier, Archbishop and Bishop of Gaspé, has consented to the presentation of the petition;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act accordingly and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Constitution.	1. Une corporation, ci-après appelée "la corporation", est constituée par la présente loi sous le nom de "l'Hôtel-Dieu de Gaspé".	1. A corporation, hereinafter called "the corporation", is created by this act under the name of "l'Hôtel-Dieu de Gaspé".
Nom.		
Siège social.	2. Le siège social de la corporation est dans la municipalité de York, dans le comté de Gaspé-est.	2. The corporate seat of the corporation shall be in the municipality of York, in the county of Gaspé-East.
Objet.	3. La corporation a pour objet de posséder, maintenir et exploiter un hôpital.	3. The object of the corporation shall be to own, maintain and operate a hospital.
Membres.	4. La corporation a comme membres les chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin occupant en l'occurrence les fonctions de supérieure, d'assistante, d'hospitalière générale, d'économe et de conseiller de l'Hôtel-Dieu de Gaspé, et toute autre personne qu'elle décidera d'admettre par règlement.	4. The corporation shall have as its members the chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin acting, for the time being, as superior, assistant, hospitaller general, bursar and counsellor of l'Hôtel-Dieu de Gaspé, and such other persons as it may decide to admit by by-law.
Conseil d'administration.	5. Pour tout ce qui concerne la gestion de l'hôpital visé à l'article 3, les droits et les pouvoirs de la corporation sont exercés par un conseil d'administration conformément aux dispositions actuelles et futures de la Loi des hôpitaux et des règlements faits en vertu de cette loi.	5. As regards everything relating to the management of the hospital contemplated in section 3, the rights and powers of the corporation shall be exercised by a board of management in conformity with the present and future provisions of the Hospitals Act and the regulations made thereunder.
Pouvoirs, droits et privilèges.	6. La corporation a les pouvoirs, les droits et les privilèges des corporations ordinaires et elle peut spécialement: a) avoir un sceau et le modifier à volonté; b) ester en justice; c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relations avec ses fins; d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer un hôpital; e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable; f) faire sur son crédit des emprunts par tout mode reconnu par la loi; g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou grever d'une autre charge ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations; h) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;	6. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and in particular it may: a. have a seal and alter it at will; b. appear before the courts; c. acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects; d. acquire, establish, possess, maintain, administer and manage a hospital; e. bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument; f. borrow money on its credit by any method recognized by the law; g. hypothecate or pledge its immovables, give as security or otherwise encumber its moveable property to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations; h. issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i) nonobstant les dispositions du Code Civil, hypothéquer, nantir, ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents ou futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer une telle hypothèque, un tel nantissement ou un tel gage par acte de fidéicommis conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

k) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

l) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre;

m) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions ou tous ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, faits sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

n) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien des personnes à son service et de celles qui ont quelque relation avec elle;

o) céder ou autrement aliéner gratuitement la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises et œuvres ou en disposer ou les vendre pour toute considération jugée appropriée;

p) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favoriser la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

q) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui serait de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

i. notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immoveable property, present or future, to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), or any act that may replace the same;

j. invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

k. accept any gift, legacy or other liberality;

l. acquire, possess, administer and alienate all moveable and immoveable property, by all legal methods and under any title;

m. erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings or works suitable for the pursuit of its ends, on its immoveables or on those of which it has the enjoyment and contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

n. provide for the education, instruction, sustenance and support of persons in its service and of those connected with it;

o. cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works gratuitously or dispose thereof or sell the same for any consideration deemed sufficient;

p. conclude with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its objects, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

q. solicit, favour and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

r) conclure, avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des œuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation poursuivant des entreprises ou activités qui peuvent l'aider dans la mise en œuvre de ses pouvoirs;

s) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec ses fins;

t) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs;

u) établir, modifier et révoquer des règlements concernant la poursuite de ses fins d'une manière générale.

Restric-
tion.

Les pouvoirs énoncés dans le présent article ne pourront être exercés que suivant la Loi des hôpitaux, la Loi de l'assurance-hospitalisation et les règlements faits en vertu de ces lois.

Autorisa-
tion re-
quise.

7. 1. La corporation doit être spécialement et préalablement autorisée par son visiteur pour établir un hôpital au sens de l'article 3 de la Loi des hôpitaux ou de toute loi pouvant la remplacer ou la modifier, pour transformer un tel hôpital, l'agrandir ou cesser de l'exploiter; la corporation doit obtenir la même autorisation pour tout emprunt garanti par hypothèque sur immeuble ou par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations où à toute loi pouvant remplacer cette dernière.

Visiteur.

2. Le visiteur de la corporation est le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain de Gaspé, ou toute personne désignée par lui comme visiteur.

Fonda-
tions au-
torisées.

8. La corporation peut accepter des fondations pour fins hospitalières et conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal et fiduciaire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens

r. make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or operations which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for any other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

s. associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

t. do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers;

u. make, amend and repeal by-laws respecting the pursuit of its objects generally.

The powers mentioned in this section may be exercised only in accordance with the Hospitals Act, the Hospital Insurance Act and the regulations made under such acts.

Restric-
tion.

7. 1. The corporation must be specially and previously authorized by its visitor to establish a hospital within the meaning of section 3 of the Hospitals Act or any act which may replace or amend it or to alter, enlarge or cease to operate such hospital; the corporation must obtain the same authorization for any loan secured by hypothec on immoveable property or by trust deed in conformity with the Special Corporate Powers Act or any act which may replace the same.

Author-
ization.

2. The visitor of the corporation shall be the clergyman acting as Roman Catholic Bishop of Gaspé or any person appointed by him as visitor.

Visitor.

8. The corporation may accept endowments for hospital purposes and consequently receive, as legal depository and fiduciary agent, the property given or transferred by gift, will or otherwise by the founder and bind itself, as such, to carry out the charges established by the founder, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endow-

Endow-
ments.

de la fondation, et non sur son patrimoine personnel.

Patri-
moine
distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré séparément. La corporation, pour chacun de ces patrimoines, peut exercer tous les droits d'un propriétaire absolu et employer un sceau particulier; elle doit tenir pour chacun une comptabilité distincte, indiquant en quoi il consiste. Aucune disposition du présent article ne peut être utilisée en dérogation aux dispositions actuelles et futures de la Loi des hôpitaux ou des règlements faits en vertu de cette loi.

ment only and not with its personal assets.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately. The corporation may exercise all the rights of absolute owner and use a special seal for each patrimony; it must keep a separate account for each showing the composition thereof. No provision of this section shall be used in derogation from the present and future provisions of the Hospitals Act or the regulations made thereunder.

Distinct
patri-
mony.

Immeu-
bles non
utilisés.

9. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

9. The corporation must dispose within a reasonable delay of immovables which, for a period of seven consecutive years, have not been utilized for the pursuit of its objects.

Immove-
ables not
utilized.

Change-
ment de
nom.

10. La corporation peut modifier son nom après en avoir obtenu la permission du secrétaire de la province; une telle modification entre en vigueur le sixième jour suivant la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*.

10. The corporation may change its name after being authorized to do so by the Provincial Secretary; such change shall come into force on the sixth day after the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

Change
of name.

Fonds
d'amortis-
sement.

11. La corporation doit établir un fonds d'amortissement pour toutes ses émissions de bons ou d'obligations qui ne sont pas payables par annuités.

11. The corporation must establish a sinking-fund for all its issues of bonds or debentures which are not payable by annual instalments.

Sinking-
fund.

Copie
d'acte de
fiducie à
conser-
ver.

La corporation doit garder à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé peut, sans frais, consulter cette copie et en prendre extrait.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party and any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom without cost.

Copy of
trust
deed.

Registres.

12. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements adoptés en vertu des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son admission ou de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'être membre ou d'exercer sa fonction;

12. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing:

- a. a copy of this act;
- b. the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;
- c. the surname, given names, nationality, address and occupation of each member of the corporation, indicating, as regards each, the date of her admission or entry into office and the date when she ceased to be a member or to hold office;

Registers.

d) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles, en indiquant pour chacune le principal, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

Force probante.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits revêtus du sceau de la corporation et certifiés par son secrétaire. Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, un extrait certifié.

d. the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts bearing the seal of the corporation and certified by its secretary. Any person interested may consult them and obtain a certified extract therefrom at his expense.

Proof of contents.

Dissolution.

13. A la requête de la corporation, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute aux conditions qu'il détermine. Cette dissolution ne prend effet qu'à compter du soixantième jour qui suit la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*.

13. Upon petition by the corporation the Provincial Secretary may declare the corporation dissolved upon such conditions as he determines. Such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

Dissolution.

Idem.

14. Sur présentation d'une requête de la corporation connue sous le nom de "Hôtel-Dieu de Gaspé" et constituée par la loi 17 George V, chapitre 115, le lieutenant-gouverneur en conseil peut la déclarer dissoute, fixer les conditions de sa dissolution et régler la transmission de son patrimoine; ses décisions entreront en vigueur soixante jours après la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*.

14. Upon presentation of a petition by the corporation known as "Hôtel-Dieu de Gaspé", constituted by the act 17 George V, chapter 115, the Lieutenant-Governor in Council may declare such corporation dissolved, determine the conditions of its dissolution and regulate the transfer of its property; his decisions shall come into force sixty days after publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

Idem.

Dispositions sauvegardées.

15. Aucune disposition de la présente loi ne déroge aux dispositions de la Loi des hôpitaux, de la Loi de l'assurance-hospitalisation et des lois qui régissent la pratique de la médecine, de l'art dentaire et de la pharmacie, ni aux règlements faits en vertu de ces lois, et les pouvoirs accordés par la présente loi doivent être exercés conformément à ces dispositions et règlements.

15. No provision of this act shall derogate from the provisions of the Hospitals Act, the Hospital Insurance Act, the laws governing the practice of medicine, dentistry or pharmacy or the regulations made under such laws or acts and the powers granted by this act shall be subject to such provisions and regulations.

Provisions safe-guarded.

Entrée en vigueur.

16. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

16. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.